

La voix de l'opposition de gauche

Le 18 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut aussi prendre le temps de lire et de réfléchir.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

Pour se mettre entrain.

Toute lutte de classe est une lutte politique. (Lénine 1897)

C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes:

- la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement;
- la loi de l'interpénétration des contraires;
- la loi de la négation de la négation. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

La question qui tue : Que venaient faire des "explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3" ?

- Un Grand jury appelé à statuer sur la présence d'explosifs au WTC le 11-Septembre - Réseau Voltaire 15 décembre 2018

Le Comité des juristes pour une enquête sur le 11-Septembre (Lawyers Committee for 9/11 Inquiry) a été créé à New York en février 2018. En avril, il a déposé une pétition de 52 pages et 57 pièces à conviction devant le procureur du district Sud de New York. À l'issue du délai de six mois réglementaire, celui-ci a désigné un Grand jury pour examiner la plainte.

À ce stade, le Comité des juristes ne remet pas en cause la version bushienne des attentats du 11 septembre 2001. Il ne se prononce pas sur l'impact des deux avions qui ont percuté deux des trois bâtiments détruits. Il se concentre exclusivement sur la présence d'explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3. Il constate que le rôle qu'ils ont joué ce jour-là constitue un crime fédéral qui n'a pour le moment pas été poursuivi.

Par le passé, le procureur Geoffrey S. Berman a été durant deux ans l'associé de Rudy Giuliani, maire de New York au moment des faits. M. Giuliani avait appelé ses concitoyens à évacuer les tours WTC1 et WTC2 après qu'elles aient été percutées par des avions de ligne au vu des risques qu'elles présentaient selon lui de s'écrouler. Or, les bâtiments avaient été construits pour résister à des chocs bien plus violents.

La tenue du Grand jury devrait être audiencée en 2019. Ce sera la première fois, dix-huit ans après les crimes, que la justice civile (et non pas militaire) états-unienne se penchera sur un aspect des attentats du 11-Septembre. Réseau Voltaire 15 décembre 2018

France. Suite du mouvement du 17 novembre.

Nous avons peut-être besoin de cet épisode de la lutte de classe pour débarrasser le mouvement ouvrier des partis et courants opportunistes liés au régime qui le contrôlent, ainsi que l'illusion que "*le particularisme*

et l'*autonomisme démocratique*" (Trotsky) pourrait se substituer au parti ouvrier révolutionnaire pour vaincre notre ennemi ou renverser le régime en place.

La fatigue, le froid glacial, la proximité des fêtes de fin d'année, l'impressionnant dispositif policier et répressif mis en oeuvre (Vigipirate renforcé), la désinformation systématique des médias, l'absence de soutien officiel du mouvement ouvrier, les appels à des journées d'action disloquées ou catégorielles (CGT, retraités, etc.), le refus d'appeler à la grève générale, l'absence d'issue politique, l'absence de direction au sein du mouvement ouvrier laissé aux mains des héritiers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, l'ovation à l'Assemblée nationale du Premier ministre par Mélenchon et sa bande de bras cassés, l'attentat de Strasbourg piloté depuis l'Elysée et la DGSI, les multiples entraves à la liberté de manifester, la fermeture d'une centaine de stations de métro, la coupure de l'A6, le refus de laisser monter dans le train des centaines de manifestants (au passage, les syndicats de cheminots ont laissé faire...), la répression violente, les arrestations et jugements arbitraires, les violences causées par les casseurs et autres provocateurs professionnels ou policiers, etc. tout était fait pour cet "Acte V" soit un échec ou qu'il soit perçu comme tel, sans parler des manipulations des chiffres des participants par le ministre de l'Intérieur.

Plus loin on a reproduit quelques extraits de la lutte de classe en France en juin 1848 et de la Commune de 1871 vue par Marx et Trotsky qui fournissent de précieux enseignements pour comprendre les faiblesses théoriques et organiques du mouvement engagé depuis le 17 novembre en France qui lui seront fatales, on l'avait annoncé dès le départ tout en le soutenant.

On ne s'étendra pas sur le rôle joué par les différents acteurs, chacun ayant joué le sien conformément à la place qu'ils occupent au sein des institutions ou au côté du régime et que le déroulement des événements a permis de percevoir clairement.

Dès lors que la fusion entre ce mouvement et le mouvement ouvrier s'avèrerait impossible du fait que ce dernier était contrôlé par les contre-révolutionnaires ou les chiens de garde du régime, son sort était écrit d'avance. Les fossoyeurs du mouvement ouvrier ont encore frappé en volant au secours de Macron et d'un régime aux abois. On ne l'a pas souligné, mais si à Paris Macron a bénéficié de la protection des CRS demeurés fidèles au régime, il n'en a pas été de même dans le reste de la France où un grand nombre de policiers ont témoigné de la sympathie envers ce mouvement car plus proche de la population laborieuse, ils ont été ébranlés par leur détermination et leur unité, et rien ne dit qu'à la longue on n'aurait pas assisté à des mutineries ou à un retournement complet de la situation en faveur de ce mouvement, qui alors aurait pris une tournure franchement révolutionnaire et insurrectionnelle.

J'ignore comment va évoluer la situation dans les semaines à venir. En attendant, les militants doivent tirer les enseignements politiques du rôle réactionnaire joué par le mouvement ouvrier, des discours tenus par leurs dirigeants, de la ligne politique qu'ils avaient adoptée, leur totale incapacité à analyser les rapports qui existaient entre les différentes classes et entre les différentes couches au sein de ces classes. Je les incite à lire ou relire les ouvrages de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur la lutte de classe en France du milieu du XIXe siècle jusqu'à la révolution russe de 1917 en passant par la Commune, à cette occasion ils pourront constater que jamais on leur a proposé de telles analyses depuis 80 ans. Ils y puiseront des enseignements précieux inégalables dont certains sont encore d'actualité. On y reviendra plus tard.

Personnellement, je ne me suis fait aucune illusion sur ce mouvement du 17 novembre. Il n'a pas réussi à entraîner les couches les plus défavorisées du prolétariat qui se compte pas millions, ce qui était couru d'avance sans direction, comme quoi les masses sont avant tout pragmatiques, elles ne se lancent pas aveuglément dans une bataille, elles sont plus disciplinées qu'on ne le pense, ce qu'on interprète à tort par de la passivité quand on ignore comment elles pensent ou interprètent la situation.

Si elles n'ont rien à perdre et ne participent pas à ce combat, c'est qu'il y a quelque chose d'autre qui les retient de passer à l'action, l'absence d'objectif politique clair et de direction comme on l'a déjà dit. Elles ont besoin de chefs pour les guider, d'un parti, en qui elles peuvent avoir confiance, ce qui fait défaut aujourd'hui. Elles ne rejoindront pas ce parti avant le début de l'offensive contre le régime, parce ce parti a des tâches à accomplir ou des problèmes à résoudre qui les dépassent, auxquelles elles ne peuvent pas participer.

En revanche le parti doit être résolument tourné vers elles pour qu'au moment de l'assaut contre le régime elles se reconnaissent en lui et le soutiennent, s'engagent à ses côtés, constituent l'immense bataillon

révolutionnaire qui abattra le régime, tâche héroïque qu'elles accompliront sans hésitation et avec succès. Encore faut-il que le parti ait conquis sa confiance pour pouvoir compter sur elles, rapports qu'apparemment on n'a jamais compris. Si le parti doit recruter des militants parmi les travailleurs les plus avancés, évolués, conscients, déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes, il doit simultanément gagner la sympathie des couches les plus défavorisées qu'il n'organisera pas dans le parti, sauf exceptions qui confirmera la règle, tisser des liens solides de fraternité avec elles, ce qu'on n'a jamais su faire.

Permettez-moi de faire référence une fois de plus à mon expérience personnelle, celle que je connais le mieux. J'ai acquis un niveau de conscience élevé et je vis avec des travailleurs indiens profondément arriérés dont j'ai réussi à conquérir la confiance. Cela ne veut pas dire qu'ils font ce que je leur dis, d'ailleurs je ne leur dicte rien, je ne me le permettrais pas, mais ils m'écoutent, ils font l'effort de m'écouter quand je leur parle, parce que je leur tiens un discours intelligible qu'ils peuvent comprendre, et même s'ils ne saisissent pas tout, ils me vouent un profond respect, ils sont attentifs, et d'eux mêmes ils me soumettent leurs problèmes pour que j'y réfléchisse et les aide à y apporter des réponses, sachant que je ne pourrais pas faire davantage pour eux. Et bien, s'ils n'avaient pas une totale confiance en moi, mes conseils ou analyses ne leur serviraient strictement à rien et ils finiraient par ne plus s'adresser à moi, et le jour où je leur sortirais quelque chose ils ne m'écouteraient pas, ils ne me prendraient pas au sérieux. Ils savent que je les respecte et que je les écoute, que je partage leur sort épouvantable, ils en ont conscience et me le rendent bien, et bien c'est ce genre de rapports qu'il faut tisser avec ces couches inférieures.

Les millions de travailleurs des couches inférieures du prolétariat ont dû trouver dérisoires les revendications des "gilets jaunes", aussi déplacées que celles du mouvement ouvrier, d'ailleurs Macron ne s'y est pas trompé et il y a répondu en leur accordant des miettes. Et puis, demain ils avanceraient des revendications mirobolantes que personne chez nous ne les croirait, parce que les prolétaires ne sont peut-être pas très évolués, mais ils ont un certain sens logique élémentaire qui leur fait dire, menteur un jour, menteur toujours, voleur un jour, voleur toujours, ils peuvent être naïfs et donner leur confiance au premier venu, mais gare à celui qui la trahirait, jamais plus ils n'auraient confiance en lui, c'est une manière de compenser cette faiblesse si l'on veut, ce qu'apparemment on ignore parmi ceux qui passent leur temps à leur raconter des histoires et ils sont nombreux parmi nous. D'où aussi mon aversion pour tous les courants politiques que j'estime parfaitement justifiée, on ne nous trompe pas délibérément sans conséquences. Je ne m'étais pas posé la question de savoir si j'étais toujours aussi lié à ma classe et à la couche d'où je suis issu après avoir tant étudié et avoir eu un parcours pour le moins hétéroclite, je viens de m'apercevoir que c'était bien le cas, quel soulagement !

Quelques premiers enseignements du mouvement du 17 novembre.

Si des membres de toutes les couches de la classe ouvrière y ont participé, ainsi que des membres des couches inférieures des classes moyennes, force est de constater qu'ils sont demeurés minoritaires, bien qu'ils aient bénéficié du soutien passif de la majorité de l'ensemble des travailleurs du pays, seul un demi-million, voire un peu plus se sont réellement mobilisés.

Ce constat confirme mon analyse des rapports qui existent entre les classes que j'ai formulée à maintes reprises, même si ces rapports ont légèrement évolué depuis l'accession au trône de France de Macron. A savoir que la lutte de classe du prolétariat et les besoins correspondant à la survie du capitalisme ont contribué à l'amélioration des conditions d'existence des masses exploitées au cours du XXe siècle, s'est traduit par leur profonde subordination au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leurs aspirations légitimes à la démocratie et à la liberté, à vivre dans une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, au point d'abandonner cet objectif et de se détourner du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme.

C'est la trahison ou la compromission de tous les courants ou partis et syndicats du mouvement ouvrier qui a conduit les masses à adopter inconsciemment cette interprétation de leur condition et de la société, à les désarmer sur le plan théorique et à les rendre impuissantes sur le plan pratique à l'heure de l'offensive néolibérale mondiale, d'où la question récurrente et jamais réglée, la nécessité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et d'un programme révolutionnaire, de construire un nouveau et véritable parti ouvrier qui incarne la rupture avec le capitalisme et ses institutions, le socialisme.

Je serais bien curieux de voir comment les opportunistes de tous poils vont s'y prendre pour expliquer pourquoi l'immense majorité des masses ne s'est pas mobilisée depuis le 17 novembre, sur qui ou sur quoi

ils vont en faire porter la responsabilité. Les uns vont accuser les travailleurs, les autres ou tous vont s'accuser réciproquement, et comme finalement aucun d'entre eux ne vaut mieux que les autres, comme à l'accoutumé ils proclameront qu'ils n'avaient absolument rien à se reprocher, bref, ils ne changeront rien, ce qui ne nous étonne pas pour en être arrivé depuis longtemps à la conclusion qu'ils étaient incurables ou irrécupérables, qu'il n'y avait rien à en attendre, mille fois hélas, mais on ne va tout de même pas affirmer le contraire juste pour faire plaisir à des militants qui se complaisent dans cette escroquerie politique parfois depuis des lustres.

Autre enseignement.

On a pu constater que des centaines de milliers de travailleurs de toute condition, statut ou couche s'étaient mobilisés dans tout le pays sans appel à l'unité. Ils ont réalisé l'unité spontanément, le plus naturellement du monde, comme chaque fois que cela s'est produit au cours de la lutte de classe du passé.

On peut donc en tirer la signification politique suivante : Toute stratégie qui se réduisait à cet objectif de l'unité, toute ligne politique qui était subordonnée à cet objectif était profondément erronée ou une escroquerie politique dans la mesure où leurs dirigeants en avaient parfaitement conscience. Car ce sont les circonstances ou les conditions objectives qui créent les conditions de la réalisation de l'unité, elles ne se fabriquent pas ou elles ne se décrètent pas, et chaque fois que les appareils des partis ou des syndicats du mouvement ouvrier s'en emparèrent, ce fut parce qu'ils avaient constaté qu'à la base elle était en train de se développer ou elle était déjà réalisée pour uniquement en prendre le contrôle ou conserver le contrôle du mouvement des masses pour le disloquer, le conduire dans une impasse ou lui donner une orientation corporatiste, réactionnaire, sauver le régime en place.

Chaque fois le PS et le PCF ne réalisèrent pas l'unité, ils instrumentaliseront l'unité à la base pour la tourner contre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se réalisa au sommet, ce fut l'unité des agents du capital infiltrés au sein du mouvement ouvrier et conspirant contre lui afin de dévoyer son combat, et non l'unité des représentants de la classe ouvrière.

Chaque fois le PS et le PCF réalisèrent l'unité sous la pression des masses, ils s'y rallièrent à contrecœur, ce qui présenta l'avantage d'éviter que les masses s'organisent elles-mêmes et prennent la direction de leur mobilisation en élisant ses propres représentants.

Les masses demeurent ainsi sans représentation politique pour mener leur combat, puisque tous les autres courants du mouvement ouvrier les appelèrent à se soumettre à ces partis inféodés au régime. Ils allèrent jusqu'à créer des comités pour l'unité afin de porter ces partis au pouvoir, et qui une fois au pouvoir appliqueraient une politique tournée contre les intérêts de la classe ouvrière.

Ces comités pour l'unité, quand ils ne s'étaient pas dissous, devaient ensuite servir à exiger que les députés du PS et du PCF adoptent des mesures conformes aux besoins des travailleurs, ce qu'ils s'empressèrent de faire comme chacun sait !

Cet épisode terminé, ces comités pour l'unité s'inscrivent désormais dans la perspective non plus d'un gouvernement PS-PCF mais d'une assemblée constituante où figureraient les représentants des mêmes partis ou leurs clones, LFI, Générations, EELV, etc. Question : Quelle couche des masses se reconnaissent-elles dans cet objectif? Aucune. Pour autant que cet objectif pourrait être juste tactiquement à un moment donné, cela signifie que la conscience des masses n'est pas mûre pour le saisir, il faut donc identifier et les aider à lever les obstacles qui se dressent sur leur chemin pour qu'elles puissent avancer dans cette voie.

Et ces principaux obstacles sont de différentes natures, bien que liés entre eux, d'une part leur soumission au capitalisme ou la croyance qu'il serait éternel et son existence légitime, donc qu'elles cessent de se prosterner devant ou de lui trouver des vertus qu'il n'a jamais eu, d'autre part, l'abandon de leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste qui se traduit par l'abdication de leur droit à décider elles-mêmes démocratiquement l'orientation de la société, aspirations avec lesquelles elles doivent renouer, et droit qu'elles doivent se réapproprier pour conquérir leur émancipation. Aussi longtemps qu'elles ne parviendront pas à venir à bout de ces obstacles, elles ne pourront pas remplir les conditions indispensables pour renverser le régime, s'emparer du pouvoir politique pour changer de régime, bâtir la société sur de nouvelles bases sociales.

C'est aussi la raison pour laquelle il faut démasquer et combattre inlassablement et férocelement les charlatans qui leur expliquent, soit qu'elles doivent se résigner à attendre des jours meilleurs qui ne viendront jamais, soit qui leur font croire que leurs aspirations pourraient être satisfaites parce qu'elles seraient compatibles avec le régime, alors qu'il s'emploie quotidiennement à démontrer le contraire, soit encore que leurs aspirations seraient déraisonnables et qu'elles doivent les modérer, autant dire qu'ils les appellent à y renoncer définitivement ou à s'accommoder de leur condition qui ne fera qu'empirer dans l'avenir.

Il faut que l'avant-garde du mouvement ouvrier rompe catégoriquement avec cette idéologie qui l'a gangrenée de haut en bas, pour renouer résolument avec le marxisme et le socialisme. Il en va du salut de l'humanité, ni plus ni moins.

Quant aux autres enseignements à tirer de ce nouvel épisode de la lutte des classes, on les trouvera dans les expériences du prolétariat à une autre époque, ils figurent plus loin.

Il est permis et même fortement recommandé de se poser certaines questions.

Il y en a qui s'émeuvent à grands cris du traitement que les médias-oligarques réservent à la mobilisation en cours depuis le 17 novembre. Mais ils éviteront soigneusement de se poser les questions suivantes et encore moins d'y chercher des réponses cohérentes. Non, ils ont déjà des réponses toutes faites.

La question ne serait-elle pas pourquoi y a-t-il toujours autant d'esprits faibles ou d'ignorants pour regarder ces chaînes de télévision, écoutez ces radios ou achetez ces journaux qui distillent en continue l'idéologie de la classe dominante, leur mentent effrontément, les désinforment, les conditionnent, les manipulent, les abrutissent ?

Pourquoi l'immense majorité continue-t-elle à aller voter sachant qu'elle n'a rien de bon à attendre d'aucun parti institutionnel ? Pourquoi vomit-elle le mode de vie qu'on lui impose de subir, pour finalement le reproduire sans cesse ? Il suffit qu'on crée pour elle un nouveau besoin, pour qu'elle se jette dessus frénétiquement et ne puisse plus s'en passer, c'est de la démence ou un comportement infantile !

On attend vos explications. Les miennes, je les ai déjà fournies une multitude de fois, et je suis las de me répéter, en vain.

A titre personnel, au-delà du militantisme, dans la vie quotidienne j'adopte le même mode de pensée. Cela paraîtra peut-être dérisoire, mais cela témoigne un certain état d'esprit général ou permanent qui tranche avec ce qu'on peut observer généralement.

Tenez, comme j'ai dû me doter d'un Iphone il y a un an environ, j'en ai profité pour me passer de montre et de réveil devenus inutiles. Et je boycotte la télé, la radio depuis 5 ans, et je n'ai pas acheté un seul journal, magazine, livre, CD depuis au moins 10 ans. Je n'ai pas acheté un colifichet à accrocher au mur depuis plus de 20 ans. Je ne possède aucun bijou, rien. J'ai rationalisé au maximum mon mode de vie et je suis devenu le pire consommateur qui soit.

J'ai été jusqu'à relever les noms des médicaments les plus efficaces que je vais directement acheter en pharmacie pour ne pas engraisser des médecins. J'attends que mes vêtements et mes meubles tombent en lambeaux pour en racheter, je possède juste le minimum, de bonne qualité, robustes et qui me feront un long usage, donc à l'arrivée j'aurais dépensé moins. Vaut mieux peu, bon, bien et beau, que beaucoup, mal, médiocre et laid, c'est juste une question d'état d'esprit, esthétique aussi, sinon à quoi bon élever son niveau de conscience si c'est pour se laisser aller à faire n'importe quoi, et disons-le à avoir une vie de con, c'est le pire exemple qu'on puisse donner à nos semblables et dans ce cas-là vaut mieux encore la fermer !

Sur la nature des médias. Aucune illusion, aucun ménagement n'est permis.

Vous ne voudriez tout de même pas que les médias se mettent au service d'un mouvement qui réclame la tête de celui qu'ils y ont porté au sommet de l'Etat, un peu de sérieux.

Causerie du 16 avril 2017 : Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.

Extrait.

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post 15.04.2017

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever." Le Huffington Post 15.04.2017

"Gilets jaunes": polémique autour d'une photo retouchée sur France 3 - AFP 17 décembre 2018

La chaîne de télévision France 3 s'est excusée dimanche pour avoir diffusé une photo d'un "gilet jaune" brandissant une pancarte où apparaissait seul le nom du président Emmanuel Macron, alors que sur le cliché original de l'AFP, on lisait "Macron dégage".

La chaîne, accusée de censure après avoir diffusé cette photo retouchée lors de son journal télévisé de samedi, a tweeté dimanche qu'il n'y avait "aucune volonté de masquer cette pancarte", invoquant "une erreur humaine" et précisant que "cela ne se renouvellera pas".

"Nous tenions à vous présenter nos excuses (...) nous vous devons cette explication au regard de la confiance que vous nous accordez", a annoncé par la suite la chaîne dans son JT du soir. La photo retouchée a suscité un tollé sur les réseaux sociaux avec une avalanche d'accusations de manipulation et de censure. AFP 17 décembre 2018

A quoi reconnaît-on ses amis et ses faux amis, ses ennemis ou éventuellement adversaires ?

Ils publient un tas d'articles ou extraits d'articles dans lesquels ils donnent l'air de rien la parole à des représentants du PS, Générations, EELV, PCF, FLI, et autres parasites dits de gauche, aux ONG, etc. qui se font passer pour le contraire de ce qu'ils sont et leurrent ainsi leurs lecteurs. On en déduit donc que les auteurs de ces blogs et portails roulent également pour le régime.

Un exemple d'actualité. Bastamag.

- Le 7 décembre, le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre. Bastamag.net

Bastamag a ensuite donné la parole à deux élus issus des partis figurant parmi les opposant irréductibles à Macron et son gouvernement, au capitalisme.

- Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord a répliqué : "On veut attirer les investisseurs, mais où sera la limite ? Veut-on 0 % de taxation ?"

- Claude Raynal, sénateur PS de la Haute-Garonne a réagi : « Cet article (...) s'inscrit de fait dans la droite ligne de l'action du gouvernement, qui n'a de cesse de privilégier les plus riches au détriment de nos concitoyens les plus modestes ».

LVOG - Parce que ce ne serait pas la politique qu'auraient appliquée le PS et le PCF quand ils étaient au pouvoir, ce n'est pas la politique qu'ils n'ont cessé de soutenir depuis des lustres.

On peut reproduire ces citations, mais dans ce cas-là il faut en faire ressortir l'aspect purement démagogique, trompeur, pour que personne ne soit tenté de se faire la moindre illusion dans l'avenir sur ces partis pourris.

Simultanément au mouvement du 17 novembre. Pour qui gouverne Macron, devinez?

Le gouvernement fait voter une mesure favorisant l'exil fiscal des plus fortunés - Bastamag12 décembre 2018

Un nouveau cadeau fait aux plus riches. Le 7 décembre [1], le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés [2]. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre [3].

Pourquoi alléger cette taxe ? En mai dernier, Emmanuel Macron voulait tout simplement supprimer l'exit tax. Il l'avait annoncé dans le magazine américain Forbes, justifiant cette décision par la volonté de créer un environnement plus favorable pour les créateurs d'entreprise. Selon lui, cette taxe envoyait un « message négatif aux entrepreneurs, plus qu'aux investisseurs, car il signifie qu'au-delà d'un certain seuil, vous êtes pénalisé si vous quittez la France ».

Face à la polémique suscitée par l'annonce de cette suppression, le gouvernement a finalement proposé un allègement de cette taxe dans le cadre du projet de loi de Finances 2019. « Nous menons une politique d'attractivité, notamment, pour faire venir dans notre pays, après le Brexit, des activités financières qui, certes, sont décriées, mais qui créent de la richesse », a défendu Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État au ministère de l'Économie, lors des débats au Sénat. Bastamag 12 décembre 2018

Le casino de la Bourse ou la spéculation "qui crée de la richesse", il fallait oser le dire.

Et d'un coup de baguette magique, le roitelet engrange 8% de plus en quelques heures !

AFP 16.12 à 8 heures. - Sondage Ifop publié par Le Journal du Dimanche. La cote de popularité d'Emmanuel Macron chute à 23%.

Quelques heures plus tard, le temps de fabriquer un nouveau sondage plus favorable à Macron.

Le Figaro 16.12. - Signe d'encouragement pour l'exécutif, un sondage Opinionway pour LCI publié dimanche faisait remonter la popularité d'Emmanuel Macron de deux points, à 31% de satisfaits.

Ils cherchent à s'en convaincre.

- "Gilets jaunes" : vers une fin de crise ? - franceinfo, 16 décembre 2018

Le pourcentage des personnes qui se disent "très satisfaites" de l'action du chef de l'État reste stable à 4%. Les "mécontents", eux, sont de plus en plus nombreux. Ils passent des 73 à 76% de la population totale. Les

personnes "très mécontentes" du président représentent même 45% des Français, en hausse de 6 points par rapport au mois dernier.

"Malgré tout, dans l'entourage du président de la République, on se dit bien conscients que le feuilleton n'est pas clos" franceinfo, 16 décembre 2018

Il n'y a rien à "débattre", rien à "négocier" !

- "Gilets jaunes" : pour Richard Ferrand, "les combats c'est fini, le débat c'est maintenant" - Franceinfo 16.12

Quand ils tentent de se rassurer comme ils le peuvent.

- Divisions internes, trêve post-attentat, froid... Pourquoi la mobilisation des "gilets jaunes" s'est-elle essoufflée pour l'"acte 5" ? - Franceinfo 16 décembre 2018

Au total, quelque 66 000 personnes ont manifesté dans toute la France, selon un décompte du ministère de l'Intérieur publié dans la soirée. Soit deux fois moins que les 126 000 samedi dernier. A Rennes, 300 personnes ont défilé contre 2 200 le 8 décembre, tandis qu'à Nantes on dénombrait 1 200 "gilets jaunes" contre 3 000 une semaine plus tôt. Pourquoi le mouvement faiblit-il ? Franceinfo vous propose trois éléments de réponse.

Pour le politologue Olivier Costa, directeur de recherche au CNRS.

LVOG - L'"expert" aux ordres entre en action.

Olivier Costa - "La multiplication des déclarations conspirationnistes, faites après l'attentat de Strasbourg, ont refroidi toute une partie des militants sincères et engagés."

Plusieurs figures des "gilets jaunes" ont en effet partagé leur satisfaction après l'allocution présidentielle. Dès le lendemain, Jacqueline Mouraud, l'une des porte-paroles, a appelé sur LCI à "sortir intelligemment du mouvement". Contacté par franceinfo, Benjamin Cauchy, porte-parole des "gilets jaunes libres", souligne que le "gouvernement a tendu la main". Il a choisi de ne pas manifester samedi pour privilégier "la négociation et le dialogue social pour faire avancer le pouvoir d'achat". "Aujourd'hui, Macron nous a compris et ce n'est pas en mettant la France à feu et à sang que nous obtiendrons gain de cause", tranche-t-il.

Samedi, les plus motivés ont dû braver le froid et parfois la pluie pour faire entendre leurs revendications. Des conditions météorologiques plus rudes que les autres semaines qui n'aident pas à mobiliser, comme le constate le "gilet jaune" Frank Buhler. "Il y a beaucoup de gens qui sont tombés malades à force d'être restés stationnés dans le froid pendant des jours", explique cette figure du mouvement originaire de Tarn-et-Garonne, à franceinfo.

Frank Buhler - "Il y a aussi l'arrivée de Noël : il faut préparer les fêtes, faire les courses... Les familles des "gilets jaunes" leur mettent la pression pour qu'ils lèvent le pied."

Marie, l'une des coordinatrices à Dinan (Côtes d'Armor), confirme auprès de franceinfo cette volonté d'insuffler un nouvel élan : "Le mouvement ne s'éteint pas mais il prend une forme différente. On va tenter d'élaborer des actions plus construites, moins fatigantes." Franceinfo 16 décembre 2018

- Hollande: le mouvement des "gilets jaunes" est en "phase de conclusion" - AFP 15.06

Lui il a dépassé celle de la pourriture en putréfaction !

- La mobilisation des "Gilets jaunes" en nette baisse - Reuters 16 décembre 2018

La mobilisation des "Gilets jaunes" était en forte baisse samedi en cette cinquième journée nationale de contestation en France, à Paris comme en régions.

En fin de journée, le ministère de l'Intérieur évaluait le nombre de participants à 66.000 dans toute la France, dont 4.000 à Paris, contre 126.000 manifestants (dont 10.000 à Paris) comptabilisés la semaine dernière.

Malgré quelques échauffourées et des tirs sporadiques de gaz lacrymogènes, notamment sur les Champs-Élysées à Paris et dans les centres-villes de Bordeaux, Lyon, Nantes et Toulouse, aucune violence grave n'était à déplorer.

A Paris, les manifestants se sont concentrés sur l'avenue des Champs-Élysées, quasiment déserte, la place de l'Opéra et celle de la République, vers laquelle ils ont afflué dans l'après-midi.

En régions, certaines sorties d'autoroutes et les abords de plusieurs villes comme Bordeaux et Nîmes ont été bloqués par des "Gilets jaunes", qui ont aussi manifesté dans le centre-ville de Marseille aux cris de "Macron démission".

Au terme d'une semaine marquée par les annonces du président Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat et l'attentat meurtrier de Strasbourg, la tension est retombée à dix jours de Noël, période cruciale pour le chiffre d'affaires des commerçants.

Le gouvernement, imité par de nombreux responsables politiques et syndicaux à l'exception notable de la CGT et de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, avait exhorté les "Gilets jaunes" à ne pas manifester cette semaine, invoquant le drame de Strasbourg et la fatigue des forces de l'ordre.

Parmi les revendications multiples des manifestants, dont beaucoup ont scandé "Macron démission", celle d'un "référendum d'initiative citoyenne" est récurrente.

Un manifestant croisé par Reuters sur les Champs-Élysées a dit tabler sur une poursuite du mouvement, malgré la mobilisation en baisse.

"Depuis l'attentat de Strasbourg (c'est plus calme), mais je pense que samedi prochain et les samedis suivants cela va revenir", a-t-il dit. "Il y a un petit moment de calme, mais ça va revenir petit à petit".

"Ça n'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas ce que nous voulons", a renchéri un autre "Gilet jaune".

Gare Saint-Lazare, des militants des organisations Attac et Droit au Logement, notamment, se sont joints au rassemblement où se trouvait aussi le député La France insoumise Eric Coquerel. Reuters 16 décembre 2018

Des accusations amplement justifiées.

- Des gilets jaunes accusent les autorités de les bloquer pour empêcher la mobilisation - HuffPost 15.12

Sur les pages Facebook consacrées au mouvement, de nombreux internautes s'insurgent d'ailleurs du traitement réservé à certains manifestants aux abords de la capitale. Selon eux, nombre d'entre eux sont bloqués sur des péages ou aux portes de Paris. De quoi dénoncer une manœuvre du pouvoir qui chercherait à réduire le nombre de gilets jaunes dans les rues de la capitale et ainsi porter un coup à la crédibilité du mouvement.

Beaucoup estiment que le blocage de leurs compagnons aux portes de Paris ou sur des péages proches de la capitale sert à discréditer ou empêcher leurs actions. "Pour faire croire au peuple que le mouvement est mort!", estime par exemple un internaute nommé "Manu Manu Gomez" sur la page "la France en colère!!!" tenue par un des porte-parole officiels du mouvement, Éric Drouet.

D'autres se montrent un peu plus virulents à l'égard du pouvoir. "LES GARS ON EST ENTRAIN DE SE FAIRE BAISER ILS VONT FAIRE CROIRE AUJOURD'HUI HUI QUE LE MOUVEMENT S ESSOUFFLE CAR ILS ONT BLOQUE DES BUS QUI MONTENT SUR PARIS (sic)" cingle un gilet jaune visiblement énervé par la situation.

Selon plusieurs vidéos postées sur les réseaux sociaux, des gilets jaunes sont également filtrés et bloqués dans les rues de la capitale. Sur les images, on peut voir des CRS interdire l'accès à certaines rues, provoquant la dispersion des manifestants. Des opérations qui auraient pour conséquence de clairsemer les rangs et ainsi provoquer un essoufflement de la mobilisation.

Le salut du mouvement viendra-t-il des régions? La mobilisation se poursuit en tout cas sur les ronds points de l'ensemble du territoire, avec des barrages filtrants, "péages gratuits" et des opérations escargot comme à Lorient. L'A7, dans le Vaucluse mais aussi l'A62 entre Toulouse et Bordeaux, l'A61 à Carcassonne et l'A64 entre Toulouse et Tarbes sont aussi perturbées. HuffPost 15.12

AFP 15 décembre 2018 - L'A6 a été coupée dans les deux sens à la limite entre la Saône-et-Loire et le Rhône par le préfet par précaution face à la mobilisation attendue de "gilets jaunes".

Libération 15 décembre 2018. - Entre les manifestants et la police, c'est le jeu du chat et de la souris sur les Champs-Élysées. Les gilets jaunes s'engagent à peine dans une rue qu'ils en repartent en courant, bloqués par la police, qui avance ses véhicules pour couper l'accès. Ils se dirigent vers une autre rue, sont à nouveau bloqués. Ça court dans tous les sens pendant quelques secondes puis tout se calme. Et ça recommence, et ça s'arrête encore.

- Le dispositif policier, dans le quartier de la Porte Maillot encore très calme, est impressionnant : des dizaines de véhicules et des effectifs CRS et de policiers déployés importants.

- Au total, 8.000 membres des forces de l'ordre ont été déployés dans la capitale, 69.000 sur tout le territoire, appuyés à Paris par 14 véhicules blindés à roues de la gendarmerie (VBRG).

- Le préfet de police, Michel Delpuech, a annoncé vendredi que le dispositif mis en place la semaine dernière était reconduit quasiment à l'identique ce week-end. Huit mille policiers et gendarmes sont mobilisés. Les blindés de la gendarmerie sont une seconde fois positionnés dans les rues parisiennes.

- Avenue du président Willson, à Paris. «C'est calme, ça change», dit un policier. Depuis ce matin, c'est la quatrième fois que les manifestants se font encercler par les forces de l'ordre. Un dispositif visiblement destiné à décourager les manifestants, contraints d'attendre en petits groupes dans le froid. «Ça marche plutôt bien, quand ils sont peu», confirme une policière. «On a pas le droit de circuler librement en France ?» demande un homme à un CRS, qui reste de marbre.

- «plus de 600» policiers et gendarmes sont présents depuis ce matin dans le centre-ville de Bordeaux. Deux blindés de la gendarmerie, un engin lanceur d'eau, une vingtaine de camions de CRS et une dizaine de fourgons de la gendarmerie sont également installés place Pey-Berland.

- Quelques minutes plus tard, la place (de l'Opéra à Paris- ndr) commence à se vider au compte-gouttes, la police ayant commencé à laisser passer des manifestants, en les sommant de retirer leur gilet jaune. Libération 15 décembre 2018

Horreur et damnation!

- Malgré la déception de l'acte V, des gilets jaunes appellent déjà à un acte VI - HuffPost 16.12

Certains veulent se rassembler pour l'anniversaire d'Emmanuel Macron, le 21 décembre.

La mobilisation a beau s'essouffler, le noyau dur des gilets jaunes reste déterminé. Après un acte V en forte baisse ce samedi 15 décembre, certains internautes n'hésitent pas à appeler (déjà) à un acte VI pour le 22 voire le 21 décembre. Comme depuis le début de la mobilisation après chaque rassemblement parisien, c'est sur les réseaux sociaux que les choses se passent et que les "événements" se créent.

Sur les pages ou groupes Facebook dédiés au mouvement, les appels à de nouveaux rassemblements se multiplient. Les premiers ayant commencé à fleurir alors que l'acte V n'était pas encore achevé.

Les quatre principaux "événements" créés pour l'occasion réunissent au total 80.000 personnes "intéressées." Et les mots d'ordre sont divers. De l'Acte 6 "la victoire du peuple" à l'acte 6 "préparons Noël à Paris", ces gilets jaunes affichent à nouveau leur détermination pour faire plier Emmanuel Macron. La tenue ou non d'un nouveau rassemblement occupe désormais une bonne partie des discussions au sein de ces communautés et les publications en faveur d'un nouveau samedi de manifestations se multiplient. HuffPost 16.12

- Gilets jaunes: le blocage de Rungis, nouvel espoir de certains - Le HuffPost 16.12

L'acte VI des gilets jaunes arrivera-t-il plus vite que prévu? Alors que ce samedi 15 décembre a marqué l'essoufflement du mouvement, certains Français en colère ne veulent pas lâcher le morceau et se tournent désormais vers un nouvel objectif: bloquer le marché de Rungis.

Conscients des actuelles difficultés du mouvement à mobiliser ses troupes, nombre de gilets jaunes appellent à "transformer" le mouvement pour qu'il perdure et veulent occuper les lieux sans discontinuer jusqu'au lendemain de Noël.

Ils devraient être aidés dans leur entreprise par plusieurs VTC en colère qui entendent bien jouer leur rôle dans la fronde qui secoue le pays depuis un mois.

Un événement Facebook a même été créé pour l'occasion par l'Association des VTC de France. Au total, 75.000 personnes se sont dit "intéressées" par le blocage.

Comme souvent avec les gilets jaunes, c'est sur Facebook que les choses se passent. Depuis plusieurs jours un texte appelant au blocage du plus grand marché agroalimentaire du monde est recopié à l'identique de page en page. Il explique que les VTC ont obtenu l'autorisation d'organiser un rassemblement "sur les 3 plus grosses portes de Rungis."

Derrière Rungis, c'est l'économie que les gilets jaunes veulent attaquer. Le but? Arracher de nouvelles concessions en paralysant le pays à quelques jours de Noël. "Le blocage de Rungis a pour but de faire plier le gouvernement sur les revendications des gilets jaunes en bloquant le poumon économique européen. Les GAFA doivent payer comme Uber pour les VTC", écrit pour sa part l'association des VTC de France qui présente l'action comme "le combat final."

De quoi relancer le mouvement après un acte V raté? Rien de sûr d'autant que le gouvernement risque de se montrer particulièrement attentif à la formation de blocages durables qui paralyseraient l'économie.

Alors que le chiffre des manifestants a été divisé par deux en une semaine, c'est l'occasion ou jamais pour l'exécutif de reprendre la main après une longue tétanie face à ce mouvement social aussi imprévisible qu'hétéroclite. Les membres de la majorité se relaient ainsi dans les médias depuis les annonces du président de la République en faveur du pouvoir d'achat -la hausse de la prime d'activité notamment- pour demander aux gilets jaunes de quitter les ronds-points.

Ce dimanche 16 décembre, le président de l'Assemblée nationale et proche d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand a même réclamé l'intervention des CRS et des gendarmes pour évacuer les zones occupées par les gilets jaunes. Dans ce climat, pas certain que le gouvernement ne laisse s'installer un "blocage illimité" à Rungis. Le HuffPost 16.12

Témoignage de "nantis, fachos" montés à Paris ou originaires de Paris !

Libération 15 décembre 2018. - Pierre, 54 ans, agent de sécurité, est venu seul de Franconville (Val-d'Oise), pour « manifester paisiblement ». En CDD dans la sécurité, il fait « de l'évènementiel, comme l'arrivée du tour de France ou le 14 Juillet ». Il ne veut pas donner son nom de famille, par crainte que cela lui pose des soucis pour ses contrats. « Je gagne entre 1500 et 2 000 par mois. Mais pour faire 2 000, faut bosser dur. Je ne supporte pas qu'on dise que je suis feignant, ou qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du travail. Mes grands parents étaient mineurs dans le Pas de Calais, ils venaient de Pologne, on peut dire qu'ils se sont tués dans les mines. »

«L'an dernier, j'ai été au chômage quelques mois. J'avais 800 euros d'indemnités mais mon loyer est de 570 euros pour un studio. Je n'ai pas pu payer et aujourd'hui j'ai un dossier de surendettement. J'ai 6 000 euros de dettes, ce n'est pas énorme mais je n'y arrive pas. J'ai recollé mes chaussures pour venir. Même acheter des chaussures est devenu compliqué. J'ai mal aux dents, je n'ai pas de mutuelle alors je prends du Nurofen. Je ne peux même pas m'acheter de lunettes. Mais je suis venu ici en pensant aux femmes et aux enfants en détresse, certaines que je connais ne peuvent même pas acheter un litre de lait.»

Fabienne Collat, 57 ans, est gardienne d'immeuble. Elle est venue à Saint-Lazare à l'appel d'organisations de gauche : «Je sers ces cochons de bourgeois depuis 20 ans, je les connais bien. Dans mon immeuble, boulevard de Courcelles, en face du parc Montceau, les loyers sont de 8 000 ou 9 000 euros. Aux étrennes, ils ne me donnent que 50 ou 100 euros alors que normalement c'est 10%. Moi je suis payée sur la base du smic, duquel sont retirés les avantages en nature, appartement, eau, chauffage. Cela me fait 900 euros nets, et on m'a dit que c'est ce qui comptera pour la retraite, ce qui me fera à peine plus que le minimum vieillesse. Je suis née et j'ai toujours vécu à Paris, mais quand je prendrai ma retraite je serai obligée de partir en Eure-et-Loir ou ailleurs.»

«Mon mari est agent de sécurité incendie, il gagne 1400 euros. On ne retrouvera pas de logement en Ile-de-France, car il faut gagner trois fois le prix du loyer. Une de mes locataires m'a dit : "Nous aussi on est impactés par les taxes." Moi je travaille 49h30 par semaine – avant, c'était 50 mais notre syndicat a obtenu une baisse d'une demi-heure – avec une pause de 11h à 15h30. En plein milieu. Les conditions de travail des gardiens sont un vrai sujet. Ils sont souvent immigrés, ils ne descendent pas dans la rue. Moi je revendique la hausse du smic horaire, des minima sociaux, des retraites et l'annulation de la CSG.»

«Mes parents étaient militants en 1968. Moi aussi je suis révolutionnaire, et j'ai le droit de manifester pour défendre mes opinions.» Libération 15 décembre 2018

Vous avez raison. Depuis ils ont adopté une orientation droitière, il suffit de voir le traitement que vous a accordé les dirigeants du mouvement ouvrier...

Union nationale. Les syndicats de policiers réclament du fric pour le sale boulot qu'ils viennent d'accomplir et dont ils sont fiers.

- Des policiers "à bout" appellent à un "Acte 1 de la police", d'autres lancent "les gyros bleus" Le HuffPost 16.12

Faut-il s'attendre à un nouveau front social? Le syndicat Unité SGP Police a "annoncé solennellement", dans un message posté sur Twitter ce samedi 15 décembre, "l'acte 1 de la colère des policiers", reprenant le terme utilisé par les gilets jaunes pour leurs mobilisations hebdomadaires, organisées depuis le 17 novembre.

"Les policiers sont à bout et ne bénéficient d'aucune reconnaissance", indique encore le tweet du syndicat, appartenant à la fédération Force ouvrière (FO). "Après les annonces du président de la République, rien pour les gradés, gardiens et adjoints de sécurité! C'est inacceptable!" écrivait encore le syndicat au soir des annonces du président face à la crise des gilets jaunes.

Invitée de BFMTV ce samedi, la déléguée nationale SGP Police Linda Kebbab avait déjà "annoncé solennellement" cet acte 1 qui "se prépare". "Les policiers ont aussi des revendications (...) on a beaucoup de dispositions politiques qui sont complètement contraires aux intérêts sociaux des salariés et plus particulièrement des policiers", avait-elle estimé, citant notamment le gel du point d'indice des fonctionnaires au 1er janvier 2019 ou encore l'allongement du délai de carence en cas de maladie d'un à trois jours dans la fonction publique. Votée au Sénat, cette mesure doit encore être adoptée par l'Assemblée nationale. Le gouvernement y est défavorable.

"On a demandé l'augmentation de l'allocation de maîtrise (une prime annuelle versée "au titre du service continu", ndlr), a précisé Linda Kebbab. On demande plus de CRS, une validation des acquis des adjoints de sécurité, une reconnaissance du statut des policiers techniciens et scientifiques, une prime pour les administratifs, la prise en charge pour les mutuelles par notre ministère, les heures supplémentaires défiscalisées".

"On a tenté le dialogue social, ça ne marche pas", assure la déléguée nationale.

Alliance demande "un véritable plan Marshall"

Le syndicat policier Alliance avait de son côté dénoncé jeudi 13 décembre une "situation explosive" chez les forces de l'ordre, mises à "rude épreuve" entre nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" et lutte antiterroriste, après l'attentat de Strasbourg.

"Au vu de l'engagement sans faille des policiers, nous exigeons un retour immédiat sur l'investissement, avec un véritable plan Marshall", a expliqué à l'AFP Frédéric Lagache, numéro deux du syndicat de gardiens de la paix et de gradés, Alliance.

"Les forces de l'ordre vont éprouver de plus en plus de difficultés à assumer tous les fronts", a résumé le syndicat. Selon Frédéric Lagache, les policiers "entre épuisement et colère, en ont assez des gratitudes et veulent des actes" de la part du gouvernement. "Des commissariats vont finir par fermer", a prévenu le syndicaliste. Celui-ci réclame pour les policiers "des avancées sociales et la juste rétribution de leur engagement", avec le paiement des heures supplémentaires, des astreintes ou encore des heures de nuit.

Des policiers en colère, rejoints par les "Femmes des forces de l'ordre en colère" (FFOC), appellent à une journée de mobilisation le 20 décembre sur les Champs-Élysées à 21h30, rapporte LCI.

Selon le vice-président de l'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se dit elle aussi "apolitique et asyndicale", l'idée de se rassembler est née "après la prise de parole d'Emmanuel Macron" lundi, en réponse aux gilets jaunes. "Le président a fait des annonces pour certaines personnes, et pas pour d'autres. Une fois de plus nous sommes les grands oubliés, estime Guillaume Lebeau. La fatigue se ressent et le ras-le-bol est grandissant".

En juillet 2018, un rapport sénatorial avait invité l'exécutif à faire de la lutte contre "le malaise" des forces de sécurité intérieure, "une exigence républicaine". Le HuffPost 16.12

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) : C'est la soumission au régime.

Le RIC s'inscrit parfaitement dans le processus de la fabrication du consentement.

RIC-rac et rien de plus ou quand le changement, c'est surtout de ne rien changer ! Comment faire en sorte que ce soit les exploités et les opprimés qui légitiment le régime qui les exploite et les opprime, merveilleux !

Le RIC, c'est la négation de la démocratie. Pourquoi ? De deux choses l'une : soit il est compatible avec le régime en place et auquel cas il ne peut servir que les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, soit il ne l'est pas et les représentants du régime interdiront qu'il voie le jour.

Les partisans du RIC prennent pour exemple la Suisse, un paradis fiscal pour les banquiers et l'oligarchie, les gangsters de la finance et des multinationales, c'est une blague ou quoi ? On baigne en plein délire. Ces gens-là ne sont pas sérieux, ce sont de dangereux aventuriers. On comprend mieux pourquoi les médias-oligarques en font provisoirement la promotion et pourquoi de RN à LFI en passant par LR, l'UDI, le MoDem, ils y adhèrent tous, il n'y a que le PS et LREM qui y soient farouchement opposés, normal, en tant que partis de l'ordre officiel.

- Référendum d'initiative citoyenne, la demande qui monte chez les "gilets jaunes" - AFP 15 décembre 2018

Revendication montante du mouvement des "gilets jaunes", le référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou populaire, défendu également par plusieurs partis politiques sous des formes diverses, vise à faciliter la consultation du peuple, sans associer le Parlement en amont.

Plusieurs candidats à la présidentielle, du RN à LFI, souhaitent instaurer de véritables référendums d'initiative populaires, comme en Suisse ou en Italie.

Le RIC "réclamé depuis des années par le RN est un outil essentiel d'un bon fonctionnement démocratique !

Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a aussi réaffirmé son soutien à un tel dispositif cette semaine à l'Assemblée.

Le LR Julien Aubert a déposé une proposition de loi constitutionnelle début décembre pour un véritable "référendum d'initiative populaire", tandis qu'à l'UDI, on se dit favorable à étendre le référendum citoyen, notamment via la saisine obligatoire du Parlement sur des sujets par des pétitions électroniques.

Samedi, la députée MoDem Isabelle Florennes a assuré sur LCI que les élus de son groupe avaient "toujours été favorables" au RIC, mais à condition qu'il soit "encadré" et "adossé à un Parlement fort", ajoutant que la révocation serait "anticonstitutionnelle". AFP 15 décembre 2018

LRM et le PS y sont farouchement opposés pour les mêmes raisons que LR, l'UDI, le MoDem, LFI et RN y sont favorables : soit le régime peut s'en passer, soit cela doit être un instrument pour mieux subordonner les masses au régime et aux institutions en place.

- Très "Vème République compatible" - Regards.fr 15 décembre 2018

Extrait. Un peuple souverain, seul face à lui-même... ou presque. A lire les différents argumentaires en faveur du RIC, quelque chose saute aux yeux par son absence. C'est que les partisans du RIC ne semblent pas s'inscrire en dehors du cadre de la Vème République. Car s'ils se passent volontiers de tout représentant, le gouvernement et le président de la République restent quant à eux en bonne place.

Pas question donc de changer de République. D'ailleurs, une pétition en faveur du RIC propose d'amender l'article 3 de la Constitution de 1958, qui donnerait alors : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum [d'initiative citoyenne, en toutes matières y compris constitutionnelle et de ratification des traités ; cet article ne peut être modifié que par voie référendaire]. »

Charlotte Girard rappelle qu'il faut « contextualiser cette revendication. Elle est brandie dans un face-à-face entre le peuple et le Président. Il y a une compatibilité extrême avec le césarisme de la Vème république. C'est donc une proposition de circonstance pour répondre à une situation immédiate. »

Doit-on y voir une victoire de l'antiparlementarisme alors que l'Assemblée nationale et le Sénat voient chaque jour leurs maigres pouvoirs se faire raboter par l'exécutif ? Au point que lorsque le chef de l'Etat propose de renforcer encore et toujours ses pouvoirs par le truchement de la diminution du nombre de parlementaires, nombreux sont ceux qui n'y ont rien trouvé à redire. Comme si on s'était collectivement habitué à ce que le Parlement ne soit plus la voix du peuple.

Antiparlementarisme triomphant.

Pour Pierre Dharréville, le constat est limpide :

« Il faut voir où est le pouvoir en France : institutionnellement, entre les mains du Président ; dans le réel, entre les mains des grands propriétaires. Si l'on veut s'attaquer aux problèmes de notre démocratie, il faut s'attaquer au pouvoir exorbitant, personnel, monarchique du président de la République, peut-être même discuter le fait d'avoir un Président. Car le cœur du problème, c'est ce pouvoir. » (Non, c'est là où le pouvoir est "*dans le réel, entre les mains des grands propriétaires*". Regard est de droite comme Mediapart. - LVOG)

Magie populaire, parmi les diverses propositions des gilets jaunes, on trouve également la « création d'une Assemblée citoyenne ». Preuve que l'antiparlementarisme n'a peut-être pas complètement gagné la partie, finalement.

En articulant le RIC avec une démocratie réellement représentative, avec une République où les pouvoirs seraient équilibrés, alors peut-être trouverons-nous un système politique s'approchant de l'idéal. Comme le dit Pierre Dharréville : « La politique, ça n'est pas la dictature de la majorité, c'est le respect d'une diversité ». (La "dictature de la majorité", c'est la véritable démocratie, quand la majorité détient le pouvoir, que

Regard y soit opposé justifie la caractérisation qu'on en a donnée, réactionnaire. - LVOG) regards.fr 15 décembre 2018

Le RIC a son théoricien-charlatan ou le culte de la médiocrité : Etienne Chouard.

- Qui est Etienne Chouard, chantre du référendum d'initiative citoyenne et coqueluche des "gilets jaunes" ? - franceinfo 15.12

Les sous-titres en caractères gras sont de LVOG.

Un enseignant sympathisant du PS extérieur au milieu ouvrier et sans expérience du militantisme.

- Interrogé par franceinfo, Etienne Chouard, 62 ans, le reconnaît volontiers : il s'est "éveillé politiquement en 2005". A cette époque, ce professeur discret, auteur de deux manuels informatiques et qui votait pour le Parti socialiste sans grande conviction, publie sur son site personnel une virulente tribune contre le projet de traité constitutionnel européen, qu'il qualifie de "secret cancer de notre démocratie".

"Don Quichotte" propulsé par Le Monde et DSK.

- Dans un contexte médiatique largement favorable au traité, le texte de cet enseignant inconnu au bataillon et au style de "monsieur-tout-le-monde" (petites lunettes, chemise blanche et voix douce) remporte un succès fulgurant. Son auteur accède à une soudaine notoriété : Le Monde le décrit comme un "Don Quichotte du 'non' (...) devenu une vedette de la campagne référendaire" et Dominique Strauss-Kahn, ardent défenseur du "oui", publie sur son blog un article en "réponse à Etienne Chouard".

- "C'était la première fois en France qu'un 'Mister nobody' ["monsieur personne"] venu d'internet devenait un leader d'opinion sur un enjeu national, se souvient un journaliste qui l'a rencontré à l'époque. C'était un type qui apparaissait très sympa, très enveloppant, et qui pour autant avait effectué un décorticage extrêmement minutieux et argumenté du texte. On n'avait jamais vu ça !"

A la mégalomanie galopante.

- Il publie donc sur son site de longs articles sur la crise des institutions et de la démocratie. Pour nourrir sa réflexion, ce novice en politique dévore en treize ans "plus de 3 500 bouquins" sur le droit, la politique monétaire, les institutions politiques. Entre ses cours à plein temps au lycée, ses quatre enfants et ses sessions de parapente – qu'il maîtrise en "génie", assure son ami Franck Lepage –, Etienne Chouard ingurgite Noam Chomsky, Jacques Généreux, Bernard Manin, Jacques Rancière, Amartya Sen ou Jacques Attali.

Un penseur-blogueur coqueluche des réseaux antisociaux.

- Sur le net, la popularité de l'enseignant blogueur grandit : outre le succès de son site internet (des dizaines de milliers de visites par jour en 2005, moins ensuite), il est de plus en plus suivi sur les réseaux sociaux (désormais 28 500 abonnés sur Twitter et 129 400 sur Facebook). Sur demande d'associations ou de partis politiques, Etienne Chouard organise aussi des "ateliers constituants", dans lesquels il propose au public de réécrire la Constitution. Sa pensée séduit de nombreux internautes, qu'il surnomme ses "gentils virus" et qu'il charge d'aller propager ses idées partout où elles ne sont pas encore présentes.

Comment détourner la jeunesse du mouvement ouvrier au profit d'Internet qui sert à sa dislocation.

- Avec son blog, il a su capter l'attention de jeunes gens qui s'instruisent politiquement sur internet et pas ailleurs. Franck Lepage, ami d'Etienne Chouard à franceinfo.

Une "vedette de la contre-culture" en rupture avec la lutte de classe et ses enseignements mis en selle par les médias dominants.

- L'enseignant passe alors pour "un contestataire, une vedette de l'underground et de la contre-culture", estime auprès de franceinfo le présentateur Frédéric Taddeï, qui l'invite pour la première fois dans l'une de ses émissions en 2014, à "Ce soir ou jamais". "Il a un côté professeur bienveillant, il ne s'emporte jamais, il est très rassurant. Et on sent qu'il travaille depuis longtemps sur son sujet."

Eclectisme frénétique, dilettantisme et démagogie.

- Parmi les ouvrages qui nourrissent son travail, et qu'il recommande ensuite sur son site, figurent ainsi ceux de personnalités pour le moins controversées, notamment l'idéologue Alain Soral... Mais aussi le théoricien du complot Antony C. Sutton et le néonazi américain Eustace Mullins.

Critique lisse ou acceptable pour ses paires de la version officielle du 11/9.

- S'il renâcle aujourd'hui à revenir sur ces sujets, qui ne constituent pas "le cœur" de son travail, il estime par exemple que "la version du complot d'Al Qaïda" pour expliquer les attentats du 11-Septembre "paraît plus que douteuse".

Son éclectisme nauséabond jusqu'à l'extrême droite sera condamné par ceux dont l'éclectisme est compatible avec le régime.

- Au tournant des années 2010, la ligne d'Etienne Chouard séduit pourtant de moins en moins ses amis. "Il a dérivé tellement loin à frayer avec des gens d'extrême droite qu'il a fini par ruiner sa propre cause. Il s'est rendu à mes yeux, comme aux yeux de beaucoup d'autres, tout à fait infréquentable", tranche son ancien proche Frédéric Lordon en 2016. "Mon sentiment profond, c'est que tu es comme un adolescent en politique, lui assène aussi François Ruffin dans Fakir en 2013. Tu voles d'émerveillements en indignations. C'est beau, en un sens, ça apporte de la naïveté, de la fraîcheur, de la hardiesse aussi. Mais ça comporte une part d'errance." (Parole d'un fakir, quel délire ! - LVOG)

Récupération - instrumentalisation, la faiblesse fatale du petit bourgeois.

- Peu audible du grand public ces dernières années, Etienne Chouard vit un nouveau petit succès cet hiver, comme en témoigne la courbe des recherches Google à son nom. (...) D'emblée, il ne se sentait pourtant "pas concerné" par la colère de ces "anti-impôts qui roulent en bagnole", et dont les revendications lui semblaient "superficielles".

Depuis, Etienne Chouard a changé d'avis. Il salue désormais la politisation du mouvement. Début décembre, l'enseignant a même participé à une conférence sur le RIC en compagnie du très populaire "gilet jaune" Maxime Nicolle, alias Fly Rider. Sa nouvelle popularité lui vaut désormais de recevoir "100 mails par jour" de "gilets jaunes" et d'être invité à commenter le mouvement sur Russia Today, web télé financée par le Kremlin. franceinfo 15.12

DEUXIEME PARTIE

Les leçons de la Commune.

Léon Trotsky - Zlatoouste, 4 février 1921.

Extraits.

- Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

- La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à

choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

- Le parti ouvrier --le vrai-- n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. (...)

La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendit.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions. (...)

Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente --non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, --dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale,-- le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élections "légales" à la Commune. Il entra en pourparlers, avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la "légalité".

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais, en réalité, ces pourparlers, n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la "légalité" et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état "légal", les députés, les maires, etc. , espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune "légale".

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut en imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la "dictature de l'exemple".

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste --du genre de l'anarchisme mondain-- couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste --héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois-- est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de "lutte contre le centralisme despotique" et contre la discipline "étouffante" se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français --communisme socialiste et communisme syndicaliste-- s'en délivrera, mieux ce sera pour la réalisation prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir. (...)

L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne sont qu'une des armes entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'un main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Trotsky: Histoire de la révolution russe - Cinq Journées (du 23 au 27 février 1917)

Extraits.

- Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

- Cependant, même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels.

LVOG - Comment tu as dit Léon, "*les processus psychiques*", cette expression est inconnue de nos dirigeants ! On est mal très barré !

Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)

Extraits.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois (1). Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut remise aux mains de la Commune.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement (1), le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.

- La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail (3).

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

- Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'« impossible » communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel - et ils sont nombreux - sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances elles-mêmes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. Dans la pleine conscience de sa mission historique et avec la résolution héroïque d'être digne d'elle dans son action, la classe ouvrière peut se contenter de sourire des invectives grossières des laquais de presse et de la protection sentencieuse des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui débitent leurs platitudes d'ignorants et leurs marottes de sectaires, sur le ton d'oracle de l'infailibilité scientifique.

1 - A propos de cette caractéristique de la Commune, comme nouveau type d'État Lénine écrivait : « Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« État » se fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais briser d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n'est pas une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire. » (LÉNINE : ouvrage cité, tome XXV, pp. 457-460.)

3- Analysant cette leçon d'une grande portée historique, que Marx a tirée de l'expérience de la Commune de Paris, Lénine écrivait : La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes - 1897

- Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratie, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits. (Avis à nos dirigeants ! Honte à eux !- LVOG) (...)

Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire ; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de

s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine : Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

Si j'osais, je reproduirais le dernier paragraphe de ce document de Lénine, mais je crains qu'ils ne s'adressent à des sourds !

Lénine - Donc, à l'ouvrage, camarades ! Ne perdons pas un temps précieux ! Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour renforcer les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers d'une littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et les groupes social-démocrates, dispersés à travers toute la Russie, en un même parti ouvrier social démocrate !

LVOG - De nos jours le prolétariat est plutôt endormi, en partie résigné, par la force de choses suite à la trahison du mouvement ouvrier et non dans sa nature profonde, de par sa condition d'existence... Ses couches intermédiaires et supérieures ont été corrompues par le capitalisme, mais elles paient très chers leur adaptation au capitalisme, du coup, hormis qu'elles vivent mieux que les couches inférieures elles se retrouvent pratiquement logées à la même enseigne, ce qui signifie que les conditions existent pour conquérir leurs éléments les plus avancés et construire le parti...

TROISIEME PARTIE

Propagande du ministère de la gouvernance mondiale.

- Nouvelle manifestation anti-Orban à Budapest, la grogne prend de l'ampleur - AFP

Spontanée ou téléguidée par Soros qui a été viré de Hongrie ?

- 2018: Trump fait le show, son horizon judiciaire s'assombrit - AFP

- Le pape François a exprimé dimanche son soutien au pacte mondial sur les migrations de l'ONU - Liberation.fr

Leur humanisme est la politesse des salauds... Raison de plus pour y être farouchement opposé...

- «Penser une transformation écologique socialement juste» - Liberation.fr

Le commissaire européen au Climat, Miguel Arias Cañete, salue le compromis obtenu à Katowice et soutient que l'UE doit mener la transition. Liberation.fr

La pourriture des ONG en rajoute une couche.

franceinfo 16.12 - Clément Sénéchal, chargé de campagne et porte-parole climat pour Greenpeace France invité dimanche 16 décembre sur franceinfo : On accouche d'un manuel d'application basé sur le plus petit dénominateur commun. (...) Ce sont déjà des centaines de milliers de vies qui sont menacées et atteintes par le changement climatique (...)

À quoi sert cette COP24, quand on sait par exemple que l'un de ses principaux sponsors est le premier producteur de charbon de l'Union européenne ?

Il y a un vrai problème, qui est la présence des lobbies et du secteur privé, qui viennent entraver les discussions. Le Medef avait d'ailleurs laissé fuiter une feuille de route sur comment saborder ces négociations climatiques. (...)

Les citoyens sont convaincus car ils perçoivent les signaux des médias, des ONG, des scientifiques. Il faut obtenir une action politique. La plus mauvaise idée, ce serait de renoncer face à l'incapacité de nos dirigeants à construire un projet de société qui place la lutte contre le changement climatique en son cœur. franceinfo 16.12

Dans un autre article on a pu lire que c'était l'UE qui était chargée de réaliser la "transformation écologique socialement juste" de la société ou de l'imposer à tous les Etats, raison de plus pour s'y opposer...

- Affaire Khashoggi L'ONU souhaite une enquête «crédible» - Liberation.fr

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a jugé «absolument essentiel» dimanche qu'une enquête «crédible» soit menée sur le meurtre du journaliste... Liberation.fr

L'ONU "crédible", elle n'a aucune légitimité et doit disparaître.

- Venezuela : il faut stopper cette atroce révolution bolivarienne ! - LePoint.fr

...et en appelle à l'impérialisme américain pour la "stopper"...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne.

- Les retraités espagnols manifestent pour des "pensions dignes" - AFP 16 décembre 2018

Les retraités ont multiplié samedi les manifestations dans de nombreuses villes d'Espagne pour réclamer une revalorisation des pensions, appelant parfois à occuper la rue sur le modèle des "gilets jaunes" en France.

La Coordination étatique pour la défense du système public de pensions de retraite (COESPE) et d'autres collectifs avaient appelé à manifester dans une centaine de municipalités pour réclamer "des pensions dignes".

Remontant la Gran Via, principale avenue de Madrid, ils étaient plusieurs milliers en début de soirée à réclamer que les retraites ne puissent pas être inférieures à 1.080 euros par mois.

"Encore aujourd'hui, beaucoup de mes enfants émancipés reçoivent une aide de ma part alors que ma pension de retraite n'atteint pas les 900 euros", témoignait l'ancienne chauffeuse de taxi Mari Carmen Velarde, 73 ans. "Ma fille touche 500 euros pour un travail l'après-midi et paie 450 de loyer, alors quand je fais les courses, je fais deux paniers de provisions, et je vis avec un de mes fils", disait-elle.

Selon le ministère de l'Emploi, la pension moyenne de retraite a atteint en novembre les 1.106 euros mensuels, en augmentation de 3,40% par rapport à l'an passé.

Mais "ici, il y a plus de trois millions de retraités qui touchent moins de 400 euros par mois, c'est pourquoi nous réclamons une pension minimale, de 1.080 euros par mois", expliquait Angel Luis Parra, 62 ans, ancien ouvrier dans la construction, derrière la banderole de son syndicat Co-Bas, clamant "comme en France, la lutte est dans la rue".

L'ancien ouvrier insistait sur l'importance de changer les conditions de travail des jeunes: "Pedro Sanchez n'a pas tenu sa promesse d'abroger la réforme du droit du travail (de 2012, ndlr) et le drame en Espagne aujourd'hui, c'est que les gens ont des contrats à temps partiels pour des salaires misérables". AFP 16 décembre 2018

ECONOMIE

Dollar

- La Russie et la Syrie affirment leur intention de se passer du dollar pour leurs futurs échanges - RT 14.12

Malgré les menaces américaines, la liste des pays qui s'efforcent de contourner le dollar pour leurs échanges ne cesse de s'allonger. Avec la reconstruction de la Syrie en ligne de mire, Damas a convenu avec Moscou d'utiliser des devises nationales.

Les sanctions, les menaces et les guerres américaines ont un revers : les pays visés s'efforcent de ne plus dépendre du dollar. D'après l'agence Tass, la Russie et la Syrie, cette dernière se trouvant en relatif état de ruines après plus de sept ans de guerre et d'ingérence occidentale, sont convenus de n'utiliser que leurs monnaies nationales dans leurs échanges commerciaux.

Une trentaine d'accords d'investissements, notamment dans le domaine de l'énergie, ont également été conclus. «Accords mutuels, transport, logistique, pour ma part toutes ces problématiques ont été résolues», a annoncé ce 14 décembre Vladimir Padalko, vice-président de la Chambre russe de commerce et d'industrie.

Cette annonce s'inscrit toutefois dans un mouvement plus large de dédollarisation des échanges commerciaux, à l'échelle mondiale. L'Iran et l'Irak ont ainsi décidé en septembre dernier d'abandonner le billet vert pour leurs transactions financières bilatérales. La Chine a pour sa part annoncé qu'elle paierait le pétrole iranien en yuans, tandis que Moscou et Pékin ont affirmé leur volonté d'utiliser leurs devises nationales pour leurs échanges.

A l'occasion du Forum mondial de l'investissement à Moscou le 28 novembre, Vladimir Poutine précisait la position de la Russie quant au statut du dollar, comme monnaie internationale. «Ce n'est pas nous qui quittons le dollar, c'est le dollar qui nous quitte», avait-il estimé, alors que la Russie est sous le coup de sanctions économiques et financières depuis 2014. RT 14.12